

S. N. C. F.	
SERVICE	COMMERCIAL
09789	28 OCT 1940
C	

/Le Directeur
du Service Central du Mouvement,
Le Chef Adjoint du Service
Central du Mouvement
Ch. Bayet

23 Octobre

1940

D 11 180/7

Conditions de transport
des démobilisés mutilés
et grands blessés

COPIE

Monsieur le Lieutenant-Colonel
Sous-Chef du 4^e Bureau de l'Etat-Major de l'Armée
Commissaire Militaire
de la Commission Centrale des Chemins de fer

Par lettre n° c/s 17.618 E du 8 courant, vous avez bien voulu me demander que les démobilisés mutilés et grands blessés puissent avoir accès gratuit, à leur sortie des hôpitaux, dans tous les trains commerciaux, express compris.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aux termes des instructions en vigueur, les militaires ou marins renvoyés dans leurs foyers sont transportés, sans paiement préalable du prix de leur place, de leur lieu de libération jusqu'à leur lieu de résidence normale, sur présentation d'un ordre de renvoi ou de leur fascicule de mobilisation comportant l'indication du renvoi dans leur foyer.

D'autre part, je suis bien d'accord pour que l'accès des trains express soit autorisé aux démobilisés mutilés et grands blessés.

Le Directeur Général,

Signé: Le Belmerais

1

9

st

Copie

COPIE pour M. RAME
S.N.C.F.
SERVICE COMMERCIAL
10 OCT 1941

7 octobre

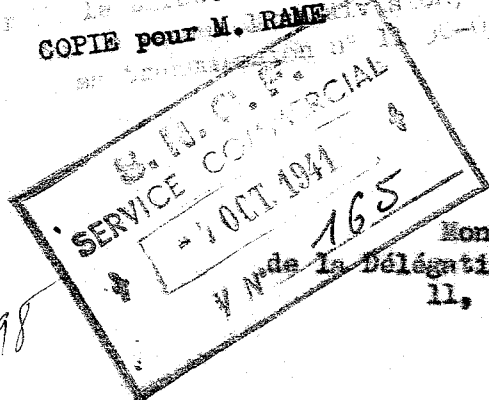
41

3

3/6

536.51
41.1385

11.098



Monsieur le Chef

de la Délégation Technique de la S.N.C.F.

11, rue du Parc

VICHY

Par lettre DE 504.0/10 du 20 écoulé, vous avez soumis à
3204

M. le Directeur du Service Central du Mouvement, qui me l'a transmise, copie du bordereau n° C/C 2403 du 19 septembre 1941, sous la couvert duquel la Commission Centrale des Chemins de fer vous a adressé une lettre du Commissaire Régulateur de la gare de Châteauroux, signalant que des démobilisés, rapatriés en zone interdite, ont été contraints de payer le prix de leur voyage, sous prétexte que leurs fiches de démobilisation étaient vieilles de plus de trois mois.

Je vous serais obligé de vouloir bien répondre à Monsieur le Commissaire Militaire de la Commission précitée que, pour éviter semblables incidents, il suffirait que la fiche de démobilisation fût revêtue, par l'autorité militaire qui assure la mise en route des démobilisés de cette catégorie, d'une annotation justifiant son utilisation tardive.

A défaut d'une telle annotation, la S.N.C.F. ne peut, en effet, considérer la fiche de démobilisation comme valable, sans craindre des abus.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Le Chef Adjoint du Service Commercial

Signé : MAROIS

Handwritten marks: a large 'K' and a smaller 'g' below it.

Copie

18 décembre 1941

D.560.35

215.52
6571/114

Monsieur le Ministre,

Par circulaire n° 13527-1/EMA du 11 août 1940 et n° 13530-1/EMA du 13 septembre 1940, vous avez prescrit l'application de certaines mesures en faveur des réservistes démobilisés en zone non occupée et qui y travaillent en attendant de pouvoir rentrer dans leurs foyers en zone occupée.

Ces circulaires prévoyaient notamment que les intéressés pourraient, sous certaines conditions, rentrer à leur résidence sans paiement préalable des frais de leur transport pendant trois mois à compter de la date de leur démobilisation.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire savoir si les dispositions de ces circulaires sont toujours d'actualité et si nous devons maintenir en vigueur les instructions conformes que nous avons données à nos gués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre l'assurance de nos sentiments de haute considération.

/ LE MINISTRE GÉNÉRAL,
signé: Leclerc du Sablon.

Monsieur le Ministre,
Secrétaire d'Etat à la Guerre
(Staté-major de l'Armée - 4e Bureau - 2e Section)

10/10/40

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
11 OCT 1940	
Dossier D 11180 / 7	Pièce N° 40

C O P I E
faite le 11/10/40

Etat-Major de l'Armée

4^{ème} Bureau

Commission Centrale
des Chemins de fer

N° c/c 17613 E.

Objet : rapatriement des démobilisés
mutilés et grands blessés.

VICHY, le 8 Octobre 1940

Le Lt-Colonel, Sous-Chef du 4^e Bureau
de l'Etat-Major de l'Armée,
Commissaire Militaire de la Commission
Centrale des Chemins de fer,

à Monsieur le Directeur Général de la
Société Nationale des Chemins de fer
Français

3^e COMMERCIAL

L'attention a été appelée sur les conditions de rapatriement dans leur résidence des démobilisés mutilés et grands blessés à leur sortie des hôpitaux.

M. LE BESNERAIS

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien autoriser, pour cette catégorie particulière de démobilisés, l'accès gratuit dans tous les trains commerciaux (express compris).

Il est demandé, d'autre part, aux Régions militaires, limitrophes de la ligne de démarcation; de négocier avec les autorités occupantes le transit de ces démobilisés par les trains commerciaux de la zone occupée.

Le Commissaire Militaire de la
Commission Centrale,

Signé :



Vu par le Directeur
du Service Commercial

REMARQUE : LE SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

LE SERVICE COMMERCIAL

Projet de réponse à la signature
de M. le Directeur Général

Copie

Octobre 40.

Monsieur le Directeur
du Service Central
du Mouvement

3 3/5

536.51
40.198

Suite à votre récente note n° 11.732 O/4
me transmettant une copie de la lettre n° C/6
17 613 E du 8 Octobre 1940, par laquelle l'E-
tat-Major de l'Armée (4ème Bureau) a demandé
que les militaires mutilés et grands blessés,
démobilisés et renvoyés dans leurs foyers,
soient autorisés à emprunter gratuitement
tous les trains commerciaux (express compris).

J'ai l'honneur de vous faire connaître
que, pour ma part, je ne vois pas d'objection
à ce que, à l'occasion de leur retour à leur
résidence normale, qui s'effectuera sur pré-
sentation de leur fiche de démobilisation,
les intéressés soient autorisés à prendre place
dans ces trains.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

Figure 1

Le octobre 19 40

54, Boulevard Haussmann
PARIS - IX^e

R. C. Seine 276,448 B

2 DIVISION 1

Réf. : 521.12

40.06

Monsieur le Directeur
du Service Central du Mouvement.

Suite à votre récente note n°11.732 0/2,
me transmettant une copie de la lettre n°C/C
17.613 E du 8 octobre 1940, par laquelle
l'Etat-Major de l'Armée (4ème Bureau) a deman-
dé que les militaires mutilés et grands
blessés, démobilisés et renvoyés dans leurs
foyers, soient autorisés à emprunter gratui-
tement tous les trains commerciaux (express
compris).

Aucune disposition spéciale n'est à prendre, si les intéressés sont munis de leur fiche de démobilisation, qui donne droit au voyage sans paiement préalable du prix des places, pour le trajet du lieu de libération au lieu de résidence normale, la S.N.C.F. devant être rémunérée forfaitairement du montant des transports de 1^{re} espèce.

Par suite, il suffira d'ajouter dans notre réponse : "sur simple production de la fiche de démobilisation".

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

AC 3118 A M. R. (616)

Question suivie par M. Fiatte, absent.

J'ai dit à M. Guyot que nous nous demandions
quelle part de réponse le Mouvement attendait du Service C.

J'ai précisé, pour le cas où il s'agirait du titre de
transport dont les intéressés devraient être munis, qu'il
n'y avait pas de disposition spéciale à prendre: ils
voyageront gratuitement sur présentation de leur
fiche de démobilisation (règlement forfaitaire).

H. Poiré

✓

**SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

Service Central du Mouvement

1^{ère} Division

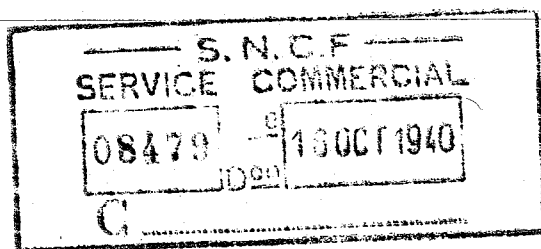
N° 11732 0/2

Paris, le

TRANSMIS

à Monsieur le Directeur ~~de la Région~~ du Service Commercial,

en le priant de lui vouloir me faire parvenir la part de réponse pour le
18 Octobre 1940.



Le Directeur
du Service Central du Mouvement,